

OKA AU SORTIR DE LA CRISE AMERINDIENNE

RAPPORT FINAL

présenté à

**Monsieur Benoît Bouchard,
Ministre de la Santé nationale et Bien-être social Canada
Ministre responsable du Développement économique
régional au Québec**

par

**Le Groupe de consultation
et de concertation d'Oka**

**Me Guy Bélisle
Mme Hélène Thibault**

Montréal, le 26 avril 1991

CHAPITRE I

RAPPEL DE LA SITUATION: LE CONTEXTE

1.1. OKA, AU SORTIR DE LA CRISE

Les événements de l'été 90 ont perturbé la population d'Oka et ont modifié profondément les relations entre les deux communautés qui l'habitent: Amérindiens et Okois. Ils ont entraîné des drames personnels, familiaux, une détérioration de la qualité de vie, une perte de revenus, une diminution de la richesse foncière; ils ont sérieusement ébranlé le quotidien et la fierté de ses habitants. La crise amérindienne a surtout fait ressortir les profonds écarts des mentalités, des habitudes de vie, des aspirations légitimes et des attentes que nourrissent ces deux collectivités pourtant rompues à une cohabitation maintenant séculaire. La réalité de leurs différences culturelles a développé chez elles des vertus de tolérance dont l'éclatement mérite qu'on en mesure la gravité et les conséquences pour l'avenir.

Huit mois après cette crise amérindienne de l'été 90, les deux collectivités ne se sont toujours pas retrouvées et le climat interethnique apparaît encore exacerbé. Victime ignorée de la crise, la population okoise s'est sentie abandonnée par ses gouvernements et culpabilisée par des organismes publics prétendument neutres, oubliant que les

2/...

droits en jeu pouvaient précisément concerner les deux collectivités, que les souffrances et les inquiétudes se retrouvaient des deux côtés de la "palissade". Les actions et prises de position de la Croix Rouge, de la Commission des droits de la personne, des observateurs internationaux, de certaines autorités religieuses ont eu un impact malheureux, qui non seulement a biaisé la réalité, mais a également affecté leur crédibilité.

A cela s'ajoute le rôle des médias qui ont traité la crise avec beaucoup de sensationnalisme et d'émotivité, très différemment selon qu'il s'agissait du traitement par la presse anglophone ou par la presse francophone. Derrière les barricades pouvaient-ils dire et écrire ce qu'ils voulaient, circuler comme ils l'entendaient? Bien des gens s'interrogent à cet égard. Pourquoi n'avoir découvert qu'après le conflit, le saccage des maisons, le vandalisme et même les citoyens évacués, Okois et Mohawks? Ont-ils réellement joui d'une pleine liberté de presse? La réponse à cette question soulève de l'inquiétude. N'ont-ils pas fourni à la crise une visibilité exagérée, ne lui ont-ils pas donné une dimension insoupçonnée si l'on considère l'événement déclencheur: l'agrandissement du Club de Golf d'Oka.

Les protagonistes n'étaient même plus d'une part, le Conseil de bande représentant les Mohawks d'Oka - Kanesatake et, d'autre part, les autorités municipales. A la table de négociations, la société des Warriors, par l'intermédiaire de certains traditionalistes du Long House, remplaçait le Conseil de bande alors que les Gouvernements, du Canada et du

3/...

Québec, se suppléaient aux autorités municipales. Pourtant, il s'agissait d'un problème local qui aurait dû être réglé par les représentants locaux des deux parties; il aurait certes été possible de trouver une solution locale, plus rapidement et de façon moins éprouvante.

Le conflit est terminé en apparence, mais de profondes séquelles demeurent. Que reste-t-il? Des citoyens qui, évacués de leur domicile l'été dernier, ont réintégré leur maison mais, encore sous le choc, cherchent à vendre leur propriété. Le fait de ne trouver aucun preneur à un prix acceptable crée un effet de panique et de démoralisation.

Le bouleversement social et familial est beaucoup plus profond qu'on ne le croirait à prime abord. A l'intérieur des familles on évite soigneusement de discuter du sujet; le même phénomène s'observe dans les organismes et les clubs sociaux. La méfiance règne, même au sein des familles.

Depuis la levée des barricades en septembre 1990, les Mohawks boycottent les commerces du Village d'Oka; ceux-ci sont au bord de la faillite, non seulement pour cette raison, mais aussi à cause de toutes les pertes accumulées durant le conflit. Evitant les occasions de se rencontrer, les deux collectivités sont donc demeurées isolées et entretiennent, sans le dire ouvertement, des sentiments réciproques d'animosité et de rancoeur, voire même de racisme dans certains cas. Un seul constat se lit sur tous les visages: l'inutilité du gâchis et de la désolation, conséquence des événements de l'été 90, et le dépit de n'avoir pu gérer eux-

4/...

mêmes la crise! Pourtant de part et d'autre, on appréhende une reprise des événements violents: le ressentiment est tel qu'un incident banal pourra fournir le prétexte à un nouvel éclatement de violence.

La réputation de cette région touristico-récréative est grandement ternie et fait fuir plus qu'elle n'attire. Des citoyens, des élites municipales et des gens d'affaires désabusés ne savent plus par quel bout envisager la solution au problème, comment infléchir le climat de morosité, retrouver leur sérénité, leur fierté et leur confiance. L'optimisme et le pessimisme se côtoient quotidiennement à un degré qui laisse tout observateur perplexe.

1.2. LE MANDAT

C'est dans ce contexte que le Gouvernement du Canada, par l'entremise du ministère de l'Industrie, de la Science et de la Technologie a voulu s'impliquer pour contribuer à rétablir la paix sociale, apporter un support aux citoyens d'Oka, soutenir les initiatives visant la relance et les encadrer afin qu'elles produisent l'impact recherché. Il faut trouver les moyens d'en arriver rapidement à un relèvement de la situation économique et à un revirement du climat qui prévaut dans toutes les sphères d'activités, récréo-touristiques, agro-alimentaires, communautaires, culturelles, industrielles et sociales.